



**PRÉFET  
DU MORBIHAN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale  
de la Protection des Populations**

**Direction Départementale  
des Territoires et de la Mer**

**Décision après examen au cas par cas  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**SCEA MORIO ET FILS – 56420 CRUGUEL**

Le préfet du Morbihan  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** la directive 2011/92/UE du parlement européen et du conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, modifiée, notamment son annexe III ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment son titre 1<sup>er</sup> du livre V (parties législative et réglementaire) et la nomenclature des installations classées ;

**Vu** le décret du 20 juillet 2022 nommant monsieur Pascal BOLOT, préfet du Morbihan ;

**Vu** l'arrêté du 16 janvier 2023 fixant le modèle de formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 février 2017 fixant les dispositions applicables, dans le département du Morbihan, à la réalisation, l'entretien et l'exploitation des forages d'eau souterraine ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2018 délivré au GAEC MORIO ET FILS pour exploiter au lieu-dit « Cranhouët » 56420 CRUGUEL un élevage de porcs comportant 555 reproducteurs, 75 cochettes, 2 088 places de post-sevrage et 6 562 places de porcs à l'engrais, soit 8 720 animaux équivalents ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires délivré le 23 juin 2022 au GAEC MORIO ET FILS pour exploiter au lieu-dit « Cranhouët » 56420 CRUGUEL, un élevage de porcs comportant 555 reproducteurs, 75 cochettes, 2 088 places de post-sevrage et 6 562 places de porcs à l'engrais ;

**Vu** le dossier de demande d'examen au cas par cas daté du 26 juillet 2024 relatif au projet de création d'un forage de 100 mètres de profondeur reçu à la DDTM du Morbihan le 4 septembre 2024 présenté par la SCEA MORIO ET FILS et considéré complet le 19 septembre 2024 ;

**Vu** les plans joints à la demande susvisée ;

**Considérant** que le préfet de département est l'autorité de police mentionnée à l'article L 171-8 et à l'article L 122-1 et qu'il lui appartient de déterminer si la modification envisagée doit être soumise à l'évaluation environnementale ;

**Considérant** que ce projet relève de la catégorie 27-a « forage d'une profondeur égale ou supérieure à 50 mètres » du tableau annexé à l'article R 122-2 du code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet ne nécessite pas d'aménagement des prescriptions de l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime d'autorisation au titre des rubriques numéros 2102 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement car le projet sera situé à au moins 35 mètres des bâtiments existants ;

**Considérant** que le volume prélevé est estimé à 24 450 m<sup>3</sup>/an pour un débit de 4 m<sup>3</sup>/h ;

**Considérant** que le volume prélevé sera identique à celui du forage existant ;

**Considérant** que l'ancien forage sera rebouché selon le protocole du BRGM ;

**Considérant** que l'emplacement et la protection de la tête de forage permettent notamment de prévenir les risques de pollution par les déjections animales ;

**Considérant** que le site d'exploitation est situé hors zone classée Natura 2000 ;

**Considérant** dès lors que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

**Considérant** que le code de l'environnement impose le dépôt d'un dossier d'incidences au titre de la rubrique 1.1.1.0, en application des articles L.214-1 et L.214-3, comportant une analyse des impacts du projet sur la ressource souterraine, les eaux de surface, les zones humides ainsi que sur le patrimoine naturel ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par les prescriptions générales applicables aux élevages soumis aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous les rubriques 2102 et 3660 permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du livre V du code de l'environnement notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

## **ARRÊTÉ**

### **ARTICLE 1 :**

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet présenté par la SCEA MORIO ET FILS, dont le siège social est situé au lieu-dit « Cranhoët » 56420 CRUGUEL, pour créer à cette adresse un forage, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

### **ARTICLE 2 :**

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

### **ARTICLE 3 :**

Cette décision, ne dispense des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L.110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

#### **ARTICLE 4 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle conclut à la nécessité d'une évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours en contentieux auprès du tribunal administratif de Rennes formé dans les mêmes conditions.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

#### **ARTICLE 5 :**

La présente décision sera notifiée à la SCEA MORIO ET FILS et publiée sur le site internet des services de l'État dans le Morbihan.

#### **ARTICLE 6 :**

Copie du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans déposés de l'établissement seront remis au pétitionnaire qui devra toujours les avoir en sa possession, et les présenter à toute réquisition.

Vannes, le 18 OCT. 2024

le Préfet,  
Pour le Préfet, par délégation,  
Le secrétaire général,

Stéphane JARLÉGAND

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le maire de Cruguel
- M. le directeur départemental de la protection des populations,
- SCEA Morio et Fils